

# ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

## Radio et télévision publiques : que devient le projet de couverture nationale ?

**PLUS** de trois décennies après le lancement du projet Equasat visant à permettre aux localités de l'arrière-pays d'accéder gratuitement aux chaînes publiques, la radio et la télévision nationales continuent à être un mythe pour les habitants non câblés de ces zones. Pourquoi cette situation perdure-t-elle ?

Olivier NDEMBI  
Libreville/Gabon

EN 1987, sous le défunt président Omar Bongo Ondimba, le Gabon lance avec le réseau Equasat un projet visant à permettre aux localités de l'arrière-pays d'accéder gratuitement à la radio et à la télévision nationales. L'idée est alors d'offrir surtout aux populations des zones enclavées la possibilité de suivre quotidiennement l'actualité gouvernementale. Trente-cinq ans plus tard, cet objectif n'est toujours pas atteint, en dépit des moyens colossaux qui y ont été investis. Le non-renouvellement et l'état de désuétude du réseau et des équipements de diffusion là où ils existent rendent quasiment impossible la parfaite réception de radio Gabon même à Ntoun, localité située (seulement) à une quarantaine de kilomètres de la capitale gabonaise d'où émettent ces médias publics ! Dans les localités telles que Ndendé, Lebamba, Malinga, Doussala, Mékambo et bien d'autres, les Gabonais sont mieux informés sur l'actualité à Pointe-Noire, Loubomo, Oyo, Brazzaville ou Kinkala que celle qui se déroule dans leur propre pays, la radio congolaise les arrosant gratuitement. Gabon 1re, la télévision d'État, n'a de "nationale" que de nom. Non seulement elle ne couvre pas les départements. Même certains chefs-lieux de province sont privés de la gratuité de ses programmes. À Tchibanga ou Mouila par exemple, il faut nécessairement souscrire à un abonnement à Canal+, SATCON ou StarTimes pour capter les chaînes publiques. En cause, le dysfonctionnement des émetteurs dont la plupart sont hors-service depuis déjà bien des lustres, malgré la régularité des budgets conséquents alloués annuellement au ministère de la Communication pour leur entretien.

En 2012, en prélude à la Coupe d'Afrique de football (Can) que le Gabon a accueillie, des milliards de francs supplémentaires ont été décaissés pour permettre une couverture nationale de cet événement en radio et télévision. On parle alors de deux entités chargées d'exécuter ce travail : la Télédiffusion gabonaise (TDG)

Mais cette clause d'exclusivité une fois actée a-t-elle été suivie de tous les moyens d'accompagnement pour permettre à la TDG d'être opérationnelle et réactive sur le terrain ?

et l'Agence nationale des infrastructures et des fréquences (Aninf). Mission a été confiée à la TDG de redéployer les équipements dans les 9 chefs-lieux de province, tandis que l'Aninf devait, elle, se charger de tout remettre en état dans 25 départements. Mais les améliorations attendues feront flop dans la plupart des localités concernées, le niveau de réalisation étant presque identique pour les deux structures étatiques : 2 sur 9 pour la TDG, et environ 3 sur 25 pour l'Aninf ! Ce que l'on sait pourtant, c'est qu'une année plus tôt, suite à la réforme du secteur audiovisuel, l'exploitation et la maintenance des équipements ont été confiées à la TDG qui en a désormais l'exclusivité. Mais cette clause d'exclusivité une fois actée, a-t-elle été suivie de tous les moyens d'accompagnement pour permettre à la TDG d'être opérationnelle et réactive sur le terrain ? Une chose est sûre : l'État débloque chaque année une enveloppe pour l'entretien des



Ces paraboles de la station provinciale de Tchibanga ont cessé d'être fonctionnelles depuis belle lurette.

émetteurs, afin de permettre aux populations de continuer à bénéficier gratuitement des programmes des chaînes publiques. Mais que, contre toute attente, plus de la moitié des villes du Gabon sont toujours privées de cette gratuité. Obligeant ainsi même les ruraux à souscrire des abonnements auprès d'opérateurs privés. Or cette solution payante, contraignante et dépendante, surtout pour la population de l'arrière-pays qui manque parfois d'une électricité villageoise, rame à contre-courant de la politique des pères fondateurs de la nation d'atteindre la communauté nationale en un temps record lors des débats sur les grandes problématiques nationales (santé, élections politiques, discours du président de la République, Conseil des ministres, etc.). Peut-être est-il temps que ce dossier sorte enfin des tiroirs pour que l'on sache à quel moment tous les chefs-lieux de province et de départements vont être couverts gratuitement en radio et télévision publiques.

## Les équipements sont-ils adaptés ?

ON  
Libreville/Gabon

LA mission première des chaînes publiques est de communiquer et d'informer tout le territoire national sans aucune forme de contrainte. C'est pourquoi l'État loue annuellement le satellite qui permet de transporter les programmes de Radio Gabon et Gabon Télévisions sur l'ensemble du pays. Des émetteurs doivent alors être installés là où il faut pour assurer le relais et rendre possible une diffusion de proximité terrestre gratuite dans chaque localité. Mais les dysfonctionnements constatés semblent indiquer qu'aucune véritable étude de faisabilité n'a été entreprise jusqu'à ce jour pour permettre à chaque Gabonais, qu'il soit à Libreville ou à l'intérieur du pays, de recevoir gratuitement les

programmes des médias publics. Les équipements utilisés sont-ils adaptés pour une diffusion efficace ? L'architecture du réseau tient-elle compte des réalités des différentes localités du point de vue logistique, environnemental et technique ? Qu'en est-il de la composition ou de la configuration technique de chaque centre de diffusion ? Le Gabon étant un pays faisant régulièrement face à des orages, des pluies torrentielles, la meilleure solution ne serait-elle pas d'opter pour une diffusion de proximité en attribuant à chaque localité son centre de diffusion, son type d'équipement et de câblage, tout en sachant qu'à chaque type d'équipement doit aussi correspondre un environnement ? Cette option est-elle plus coûteuse que le format actuel qui a montré ses limites ?